01001442306050020

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 144**

23 Ιουνίου 2005

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘΜ. 3348

Κύρωση της Σύμβασης Unidroit για τα κλαπέντα ή παρανόμως εξαχθέντα πολιτιστικά αγαθά.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή.

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση Unidroit για τα κλαπέντα ή παρανόμως εξαχθέντα πολιτιστικά αγαθά, που υπογράφηκε στη Ρώμη στις 24 Ιουνίου 1995, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION D'UNIDROIT SUR LES BIENS CULTURELS VOLES OU ILLICITEMENT EXPORTES

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

REUNIS à Rome à l'invitation du Gouvernement de la République italienne du 7 au 24 juin 1995 pour une Conférence diplomatique pour l'adoption du projet de Convention d'Unidroit sur le retour international des biens culturels volés ou illicitement exportés,

CONVAINCUS de l'importance fondamentale de la protection du patrimoine culturel et des échanges culturels pour promouvoir la compréhension entre les peuples, et de la diffusion de la culture pour le bien-être de l'humanité et le progrès de la civilisation,

PROFONDEMENT PREOCCUPES par le trafic illicite des biens culturels et les dommages irréparables qui en sont souvent la conséquence, pour ces biens eux-mêmes comme pour le patrimoine culturel des communautés nationales, tribales, autochtones ou autres et pour le patrimoine commun de tous les peuples, et déplorant en particulier le pillage de sites archéologiques et la perte d'irremplaçables informations archéologiques, historiques et scientifiques qui en résulte,

DETERMINES à contribuer efficacement à la lutte contre le trafic illicite des biens culturels en établissant un corps minimum de règles juridiques communes aux fins de restitution et de retour des biens culturels entre les Etats contractants, dans le but de favoriser la préservation et la protection du patrimoine culturel dans l'intérêt de tous,

SOULIGNANT que la présente Convention a pour objectif de faciliter la restitution et le retour des biens culturels, et que la mise en place dans certains Etats de mécanismes, tels que l'indemnisation, nécessaires pour assurer la restitution ou le retour, n'implique pas que de telles mesures devraient être adoptées dans d'autres Etats,

AFFIRMANT que l'adoption des dispositions de la présente Convention pour l'avenir ne constitue en aucune façon une approbation ou une légitimation de tout trafic illicite intervenu avant son entrée en vigueur,

CONSCIENTS DU FAIT que la présente Convention n'apportera pas à elle seule une solution aux problèmes posés par le trafic illicite, mais qu'elle amorce un processus visant à renforcer la coopération culturelle internationale et à maintenir une juste place au commerce licite et aux accords inter-étatiques dans les échanges culturels,

RECONNAISSANT que la mise en oeuvre de la présente Convention devrait s'accompagner d'autres mesures efficaces en faveur de la protection des biens culturels, telles que l'élaboration et l'utilisation de registres, la protection matérielle des sites archéologiques et la coopération technique,

RENDANT hommage à l'action accomplie par différents organismes pour protéger les biens culturels, en particulier la Convention de l'UNESCO de 1970 relative au trafic illicite et l'élaboration de codes de conduite dans le secteur privé,

ONT ADOPTE les dispositions suivantes:

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITION

Article premier

La présente Convention s'applique aux demandes à caractère international:

a) de restitution de biens culturels volés;

b) de retour de biens culturels déplacés du territoire d'un Etat contractant en violation de son droit réglementant l'exportation de biens culturels en vue de protéger son patrimoine culturel (ci-après dénommés "biens culturels illicitement exportés").

Article 2

Par biens culturels, au sens de la présente Convention, on entend les biens qui, à titre religieux ou profane, revêtent une importance pour l'archéologie, la préhistoire, l'histoire, la littérature, l'art ou la science et qui appartiennent à l'une des catégories énumérées dans l'annexe à la présente Convention.

CHAPITRE II - RESTITUTION DES BIENS CULTURELS VOLES

Article 3

1) Le possesseur d'un bien culturel volé doit le restituer.

2) Au sens de la présente Convention un bien culturel issu de fouilles illicites ou licitement issu de fouilles mais illicitement retenu est considéré comme volé si cela est compatible avec le droit de l'Etat où lesdites fouilles ont eu lieu.

3) Toute demande de restitution doit être introduite dans un délai de trois ans à compter du moment où le demandeur a connu l'endroit où se trouvait le bien culturel et l'identité du possesseur et, dans tous les cas, dans un délai de cinquante ans à compter du moment du vol.

4) Toutefois, une action en restitution d'un bien culturel faisant partie intégrante d'un monument ou d'un site archéologique identifiés, ou faisant partie d'une collection publique n'est soumise à aucun délai de prescription autre que le délai de trois ans à compter du moment où le demandeur a connu l'endroit où se trouvait le bien culturel et l'identité du possesseur.

5) Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, tout Etat contractant peut déclarer qu'une action se prescrit dans un délai de 75 ans ou dans un délai plus long prévu par son droit. Une action, intentée dans un autre Etat contractant, en restitution d'un bien culturel déplacé d'un monument, d'un site archéologique ou d'une collection publique situé dans un Etat contractant qui fait une telle déclaration, se prescrit également dans le même délai.

6) La déclaration visée au paragraphe précédent est faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion.

7) Par "collection publique", au sens de la présente Convention, on entend tout ensemble de biens culturels inventoriés ou autrement identifiés appartenant à:

a) un Etat contractant;

b) une collectivité régionale ou locale d'un Etat contractant;

c) une institution religieuse située dans un Etat contractant; ou

d) une institution établie à des fins essentiellement culturelles, pédagogiques ou scientifiques dans un Etat contractant et reconnue dans cet Etat comme étant d'intérêt public.

8) En outre, l'action en restitution d'un bien culturel sacré ou revêtant une importance collective appartenant à, et utilisé par, une communauté autochtone ou tribale dans un Etat contractant pour l'usage traditionnel ou rituel de cette communauté est soumise au délai de prescription applicable aux collections publiques.

Article 4

1) Le possesseur d'un bien culturel volé, qui doit le restituer, a droit au paiement, au moment de sa restitution, d'une indemnité équitable à condition qu'il n'ait pas su ou dû raisonnablement savoir que le bien était volé et qu'il puisse prouver avoir agi avec la diligence requise lors de l'acquisition.

2) Sans porter atteinte au droit du possesseur à indemnisation visé au paragraphe précédent, des efforts raisonnables sont faits afin que la personne qui a transféré le bien culturel au possesseur, ou tout autre cédant antérieur, paie l'indemnité lorsque cela est conforme au droit de l'Etat dans lequel la demande est introduite.

3) Le paiement de l'indemnité au possesseur par le demandeur, lorsque cela est exigé, ne porte pas atteinte au droit du demandeur d'en réclamer le remboursement à une autre personne.

4) Pour déterminer si le possesseur a agi avec la diligence requise, il sera tenu compte de toutes les circonstances de l'acquisition, notamment de la qualité des parties, du prix payé, de la consultation par le possesseur de tout registre relatif aux biens culturels volés raisonnablement accessible et de toute autre information et documentation pertinentes qu'il aurait pu raisonnablement obtenir et de la consultation d'organismes auxquels il pouvait avoir accès ou de toute autre démarche qu'une personne raisonnable aurait entreprise dans les mêmes circonstances.

5) Le possesseur ne peut bénéficier d'un statut plus favorable que celui de la personne dont il a acquis le bien culturel par héritage ou autrement à titre gratuit.

CHAPITRE III - RETOUR DES BIENS CULTURELS ILLICITEMENT EXPORTES

Article 5

1) Un Etat contractant peut demander au tribunal ou à toute autre autorité compétente d'un autre Etat contractant d'ordonner le retour d'un bien culturel illicitement exporté du territoire de l'Etat requérant.

2) Un bien culturel, exporté temporairement du territoire de l'Etat requérant, notamment à des fins d'exposition, de recherche ou de restauration, en vertu d'une autorisation délivrée selon son droit réglementant l'exportation de biens culturels en vue de protéger son patrimoine culturel et qui n'a pas été retourné conformément aux termes de cette autorisation, est réputé avoir été illicitement exporté.

3) Le tribunal ou toute autre autorité compétente de l'Etat requis ordonne le retour du bien culturel lorsque l'Etat requérant établit que l'exportation du bien porte une atteinte significative à l'un ou l'autre des intérêts suivants:

a) la conservation matérielle du bien ou de son contexte;

b) l'intégrité d'un bien complexe;

c) la conservation de l'information, notamment de nature scientifique ou historique, relative au bien;

d) l'usage traditionnel ou rituel du bien par une communauté autochtone ou tribale,

ou établit que le bien revêt pour lui une importance culturelle significative.

4) Toute demande introduite en vertu du paragraphe 1 du présent article doit être accompagnée de toute information de fait ou de droit permettant au tribunal ou à l'autorité compétente de l'Etat requis de déterminer si les conditions des paragraphes 1 à 3 sont remplies.

5) Toute demande de retour doit être introduite dans un délai de trois ans à compter du moment où l'Etat requérant a connu l'endroit où se trouvait le bien culturel et l'identité du possesseur et, dans tous les cas, dans un délai de cinquante ans à compter de la date de l'exportation ou de la date à laquelle le bien aurait dû être retourné en vertu d'une autorisation visée au paragraphe 2 du présent article.

Article 6

1) Le possesseur d'un bien culturel qui a acquis ce bien après que celui-ci a été illicitement exporté a droit, au moment de son retour, au paiement par l'Etat requérant d'une indemnité équitable, sous réserve que le possesseur n'ait pas su ou dû raisonnablement savoir, au moment de l'acquisition, que le bien avait été illicitement exporté.

2) Pour déterminer si le possesseur a su ou aurait dû raisonnablement savoir que le bien culturel a été illicitement exporté, il sera tenu compte des circonstances de l'acquisition, notamment du défaut du certificat d'exportation requis en vertu du droit de l'Etat requérant.

3) Au lieu de l'indemnité et en accord avec l'Etat requérant, le possesseur qui doit retourner le bien culturel sur le territoire de cet Etat, peut décider:

a) de rester propriétaire du bien; ou

b) d'en transférer la propriété, à titre onéreux ou gratuit, à une personne de son choix résidant dans l'Etat requérant et présentant les garanties nécessaires.

4) Les dépenses découlant du retour du bien culturel conformément au présent article incombent à l'Etat requérant, sans préjudice du droit de celui-ci de se faire rembourser les frais par toute autre personne.

5) Le possesseur ne peut bénéficier d'un statut plus favorable que celui de la personne dont il a acquis le bien culturel par héritage ou autrement à titre gratuit.

Article 7

1) Les dispositions du présent Chapitre ne s'appliquent pas lorsque:

a) l'exportation du bien culturel n'est plus illicite au moment où le retour est demandé; ou

b) le bien a été exporté du vivant de la personne qui l'a créé ou au cours d'une période de cinquante ans après le décès de cette personne.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe précédent, les dispositions du présent Chapitre s'appliquent lorsque le bien culturel a été créé par un membre ou des membres d'une communauté autochtone ou tribale pour l'usage traditionnel ou rituel de cette communauté et que le bien doit être retourné à cette communauté.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

Article 8

1) Une demande fondée sur les Chapitres II ou III peut être introduite devant les tribunaux ou toutes autres autorités compétentes de l'Etat contractant où se trouve le bien culturel, ainsi que devant les tribunaux ou autres autorités compétentes qui peuvent connaître du litige en vertu des règles en vigueur dans les Etats contractants.

2) Les parties peuvent convenir de soumettre leur litige soit à un tribunal ou une autre autorité compétente, soit à l'arbitrage.

3) Les mesures provisoires ou conservatoires prévues par la loi de l'Etat contractant où se trouve le bien peuvent être mises en oeuvre même si la demande au fond de restitution ou de retour du bien est portée devant les tribunaux ou toutes autres autorités compétentes d'un autre Etat contractant.

Article 9

1) La présente Convention n'empêche pas un Etat contractant d'appliquer toutes règles plus favorables à la restitution ou au retour des biens culturels volés ou illicitement exportés que celles prévues par la présente Convention.

2) Le présent article ne doit pas être interprété comme créant une obligation de reconnaître ou de donner force exécutoire à une décision d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente d'un autre Etat contractant qui s'écarte des dispositions de la présente Convention.

Article 10

1) Les dispositions du Chapitre II s'appliquent à un bien culturel qui a été volé après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'Etat où la demande est introduite, sous réserve que:

a) le bien ait été volé sur le territoire d'un Etat contractant après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cet Etat; ou

b) le bien se trouve dans un Etat contractant après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cet Etat.

2) Les dispositions du Chapitre III ne s'appliquent qu'à un bien culturel illicitement exporté après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat requérant ainsi que de l'Etat où la demande est introduite.

3) La présente Convention ne légitime aucunement une opération illicite de quelque nature qu'elle soit qui a eu lieu avant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou à laquelle l'application de celle-ci est exclue par les paragraphes 1) ou 2) du présent article, ni ne limite le droit d'un Etat ou d'une autre personne d'intenter, en dehors du cadre de la présente Convention, une action en restitution ou retour d'un bien culturel volé ou illicitement exporté avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Article 11

1) La présente Convention sera ouverte à la signature à la séance de clôture de la Conférence diplomatique pour l'adoption du projet de Convention d'Unidroit sur le retour international des biens culturels volés ou illicitement exportés et restera ouverte à la signature de tous les Etats à Rome jusqu'au 30 juin 1996.

2) La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les Etats qui l'ont signée.

3) La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats qui ne sont pas signataires, à partir de la date à laquelle elle sera ouverte à la signature.

4) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion sont soumises au dépôt d'un instrument en bonne et due forme à cet effet auprès du dépositaire.

Article 12

1) La présente Convention entre en vigueur le premier jour du sixième mois suivant la date du dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2) Pour tout Etat qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur à l'égard de cet Etat le premier jour du sixième mois suivant la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 13

1) La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux par lesquels un Etat contractant est juridiquement lié et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les Etats liés par de tels instruments.

2) Tout Etat contractant pourra conclure avec un ou plusieurs Etats contractants des accords en vue de favoriser l'application de la présente Convention dans leurs rapports réciproques. Les Etats qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire.

3) Dans leurs relations mutuelles, les Etats contractants membres d'organisations d'intégration économique ou d'entités régionales peuvent déclarer qu'ils appliquent les règles internes de ces organisations ou entités et n'appliquent donc pas dans ces relations les dispositions de la présente Convention dont le champ d'application coïncide avec celui de ces règles.

Article 14

1) Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales, qu'elles possèdent ou non des systèmes de droit différents applicables dans les matières régies par la présente Convention, pourra, au moment de la signature ou du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment substituer à cette déclaration une nouvelle déclaration.

2) Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et désigneront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3) Si en vertu d'une déclaration faite conformément au présent article, la présente Convention s'applique à l'une ou plusieurs des unités territoriales d'un Etat contractant, mais non pas à toutes, la référence

a) au territoire d'un Etat contractant à l'article premier vise le territoire d'une unité territoriale de cet Etat;

b) au tribunal ou à une autre autorité compétente de l'Etat contractant ou de l'Etat requis vise le tribunal ou l'autre autorité compétente d'une unité territoriale de cet Etat;

c) à l'Etat contractant où se trouve le bien culturel au paragraphe 1 de l'article 8 vise l'unité territoriale de cet Etat où se trouve le bien;

d) à la loi de l'Etat contractant où se trouve le bien au paragraphe 3 de l'article 8 vise la loi de l'unité territoriale de cet Etat où se trouve le bien; et

e) à un Etat contractant à l'article 9 vise une unité territoriale de cet Etat.

4) Si un Etat contractant ne fait pas de déclaration en vertu du paragraphe 1 du présent article, la présente Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Article 15

1) Les déclarations faites en vertu de la présente Convention lors de la signature sont sujettes à confirmation lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation.

2) Les déclarations, et la confirmation des déclarations, seront faites par écrit et formellement notifiées au dépositaire.

3) Les déclarations prendront effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'Etat déclarant. Cependant, les déclarations dont le dépositaire aura reçu notification formelle après cette date prendront effet le premier jour du sixième mois suivant la date de leur dépôt auprès du dépositaire.

4) Tout Etat qui fait une déclaration en vertu de la présente Convention peut à tout moment la retirer par une notification formelle adressée par écrit au dépositaire. Ce retrait prendra effet le premier jour du sixième mois suivant la date de dépôt de la notification.

Article 16

1) Tout Etat contractant devra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que les demandes de retour ou de restitution de biens culturels introduites par un Etat en vertu de l'article 8 peuvent lui être soumises selon une ou plusieurs des procédures suivantes:

a) directement auprès des tribunaux ou autres autorités compétentes de l'Etat déclarant;

b) par le biais d'une ou plusieurs autorités désignées par cet Etat pour recevoir de telles demandes et les transmettre aux tribunaux ou autres autorités compétentes de cet Etat;

c) par les voies diplomatiques ou consulaires.

2) Tout Etat contractant peut également désigner les tribunaux ou autres autorités compétentes pour ordonner la restitution ou le retour des biens culturels conformément aux dispositions des Chapitres II et III.

3) Une déclaration faite en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article peut être modifiée à tout moment par une nouvelle déclaration.

4) Les dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article ne dérogent pas aux dispositions des accords bilatéraux et multilatéraux d'entraide judiciaire dans les matières civiles et commerciales qui pourraient exister entre des Etats contractants.

Article 17

Tout Etat contractant, dans un délai de six mois suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, remet au dépositaire une information écrite dans une des langues officielles de la Convention concernant la législation réglementant l'exportation de biens culturels. Cette information sera mise à jour périodiquement, s'il y a lieu.

Article 18

Aucune réserve n'est admise hormis celles qui sont expressément autorisées par la présente Convention.

Article 19

1) La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des Etats parties à tout moment à compter de la date à laquelle elle entre en vigueur à l'égard de cet Etat par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

2) Une dénonciation prend effet le premier jour du sixième mois suivant la date du dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans l'instrument de dénonciation, celle-ci prend effet à l'expiration de la période en question après le dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du dépositaire.

3) Nonobstant une telle dénonciation, la présente Convention demeurera applicable à toute demande de restitution ou de retour d'un bien culturel introduite avant la date à laquelle cette dénonciation prend effet.

Article 20

Le Président de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit) peut convoquer, périodiquement ou à la demande de cinq États contractants, un comité spécial afin d'examiner le fonctionnement pratique de la présente Convention.

Article 21

1) La présente Convention sera déposée auprès du Gouvernement de la République italienne.

2) Le Gouvernement de la République italienne:

a) informe tous les Etats qui ont signé la présente Convention ou qui y ont adhéré et le Président de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit):

i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;

ii) de toute déclaration, effectuée en vertu des dispositions de la présente Convention;

iii) du retrait de toute déclaration;

iv) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention;

v) des accords visés à l'article 13;

vi) du dépôt de tout instrument de dénonciation de la présente Convention, ainsi que de la date à laquelle ce dépôt est intervenu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

b) transmet des copies certifiées de la présente Convention à tous les Etats signataires et à tous les Etats qui y adhèrent, et au Président de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit);

c) accomplit toute autre fonction qui incombe habituellement aux dépositaires.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Rome, le vingt-quatre juin mil neuf cent quatre-vingt-quinze, en un seul original, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

a. Collections et spécimens rares de zoologie, de botanique, de minéralogie et d'anatomie; objets présentant un intérêt paléontologique;

b. Les biens concernant l'histoire, y compris l'histoire des sciences et des techniques, l'histoire militaire et sociale ainsi que la vie des dirigeants, penseurs, savants et artistes nationaux, et les événements d'importance nationale;

c. Le produit des fouilles archéologiques (régulières et clandestines) et des découvertes archéologiques;

d. Les éléments provenant du démembrement de monuments artistiques ou historiques et des sites archéologiques;

e. Objets d'antiquité ayant plus de cent ans d'âge, tels qu'inscriptions, monnaies et sceaux gravés;

f. Le matériel ethnologique;

g. Les biens d'intérêt artistique tels que:

(i) Tableaux, peintures et dessins faits entièrement à la main sur tout support et en toutes matières (à l'exclusion des dessins industriels et des articles manufacturés à la main);

(ii) Productions originales de l'art statuaire et de la sculpture, en toutes matières;

(iii) Gravures, estampes et lithographies originales;

(iv) Assemblages et montages artistiques originaux, en toutes matières;

h. Manuscrits rares et incunables, livres, documents et publications anciens d'intérêt spécial (historique, artistique, scientifique, littéraire, etc.) isolés ou en collections;

i. Timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, isolés ou en collections;

j. Archives, y compris les archives phonographiques, photographiques et cinématographiques;

k. Objets d'ameublement ayant plus de cent ans d'âge et instruments de musique anciens.

ΣΥΜΒΑΣΗ UNIDROIT ΓΙΑ ΤΑ ΚΛΑΠΕΝΤΑ Η ΠΑΡΑΝΟΜΩΣ ΕΞΑΧΘΕΝΤΑ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΑ ΑΓΑΘΑ

ΤΑ ΚΡΑΤΗ ΜΕΡΗ ΣΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΣΥΜΒΑΣΗ,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΣΥΝΕΛΘΕΙ στη Ρώμη, από τις 7 έως τις 24 Ιουνίου 1995, σε Διπλωματική Διάσκεψη για την υιοθέτηση του σχεδίου Σύμβασης του UNIDROIT για τη Διεθνή Επιστροφή Κλαπέντων ή Παρανόμως Εξαχθέντων Πολιτιστικών Αγαθών, ύστερα από πρόσκληση της Κυβέρνησης της Ιταλικής Δημοκρατίας.

ΕΧΟΝΤΑΣ ΤΗΝ ΠΕΠΟΙΘΗΣΗ ότι η σημασία της προστασίας της πολιτιστικής κληρονομιάς και των πολιτιστικών ανταλλαγών είναι θεμελιώδης για την προώθηση της κατανόησης μεταξύ των λαών, καθώς και για τη διάδοση του πολιτισμού, με σκοπό την ευημερία της ανθρωπότητας και την πρόοδο του πολιτισμού.

ΕΧΟΝΤΑΣ ΠΡΟΒΛΗΜΑΤΙΣΤΕΙ ΕΝΤΟΝΩΣ λόγω της παράνομης διακίνησης πολιτιστικών αγαθών και των ανεπανόρθωτων ζημιών που συχνά αυτή προκαλεί, σ'αυτά τα ίδια τα αγαθά, στην πολιτιστική κληρονομιά εθνικών, φυλετικών, αυτοχθόνων ή άλλων κοινοτήτων, καθώς επίσης και στην κληρονομιά όλων των λαών και ανησυχώντας ιδιαιτέρως για τη λεηλασία αρχαιολογικών χώρων και τη συνακόλουθη απώλεια αναντικατάστατων αρχαιολογικών, ιστορικών και επιστημονικών πληροφοριών,

ΑΠΟΦΑΣΙΣΜΕΝΑ να συμβάλουν αποτελεσματικά στον αγώνα κατά της παράνομης διακίνησης πολιτιστικών αγαθών, με τη θέσπιση ενός ελάχιστου συνόλου κοινών κανόνων μεταξύ των Συμβαλλομένων Κρατών για την απόδοση και την επιστροφή πολιτιστικών αγαθών, με σκοπό την προώθηση της διατήρησης και της προστασίας της πολιτιστικής κληρονομιάς προς το συμφέρον όλων,

ΥΠΟΓΡΑΜΜΙΖΟΝΤΑΣ ότι η παρούσα Σύμβαση αποβλέπει στην διευκόλυνση της απόδοσης και της επιστροφής πολιτιστικών αγαθών και ότι η θέσπιση σε ορισμένα Κράτη μηχανισμών, όπως η αποζημίωση, απαραίτητων για την εξασφάλιση της απόδοσης ή της επιστροφής, δεν συνεπάγεται την υποχρέωση υιοθέτησης παρόμοιων μέτρων και από άλλα Κράτη,

ΕΠΙΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ ότι η υιοθέτηση των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης για το μέλλον, δεν συνιστά σε καμιά περίπτωση έγκριση ή νομιμοποίηση οποιασδήποτε παράνομης συναλλαγής, που έλαβε χώρα πριν από τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΕΠΙΓΝΩΣΗ ότι η παρούσα Σύμβαση δεν θα προσφέρει από μόνη της λύση στα προβλήματα που προκαλεί η παράνομη διακίνηση, αλλά ότι θα θέσει σε λειτουργία μια διαδικασία με στόχο την ενίσχυση της διεθνούς πολιτιστικής συνεργασίας και τη διατήρηση του ρόλου που αρμόζει στο νόμιμο εμπόριο και στις διακρατικές συμφωνίες πολιτιστικών ανταλλαγών,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι η εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης θα έπρεπε να συνοδεύεται και από άλλα αποτελεσματικά μέτρα για την προστασία των πολιτιστικών αγαθών, όπως η κατάρτιση και η χρήση καταλόγων, η φυσική προστασία των αρχαιολογικών χώρων και η συνεργασία σε τεχνικό επίπεδο,

ΑΠΟΔΙΔΟΝΤΑΣ ΤΙΜΗ στο έργο που έχουν επιτελέσει διάφοροι οργανισμοί για την προστασία των πολιτιστικών αγαθών, ιδίως τη Σύμβαση της UNESCO του 1970 για την παράνομη διακίνηση, καθώς και την κατάρτιση κωδίκων δεοντολογίας στον ιδιωτικό τομέα,

ΥΙΟΘΕΤΗΣΑΝ τις παρακάτω διατάξεις:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι-ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΚΑΙ ΟΡΙΣΜΟΣ

Άρθρο 1

Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται σε αιτήματα διεθνούς χαρακτήρα που αφορούν:

(α) στην απόδοση κλαπέντων πολιτιστικών αγαθών,

(β) στην επιστροφή πολιτιστικών αγαθών που απομακρύνθηκαν από το έδαφος Συμβαλλόμενου Κράτους, κατά παράβαση του δικαίου του που ρυθμίζει την εξαγωγή πολιτιστικών αγαθών, με στόχο την προστασία της πολιτιστικής του κληρονομιάς (τα οποία εφεξής θα αποκαλούνται «παρανόμως εξαχθέντα πολιτιστικά αγαθά»).

Άρθρο 2

Με τον όρο πολιτιστικά αγαθά, κατά την έννοια της παρούσας Σύμβασης, νοούνται τα αγαθά τα οποία για λόγους θρησκευτικούς ή μη έχουν σημασία για την αρχαιολογία, την προϊστορία, την ιστορία, την λογοτεχνία, την τέχνη ή την επιστήμη και ανήκουν σε μια από τις κατηγορίες που απαριθμούνται στο ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ της παρούσας Σύμβασης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ-ΑΠΟΔΟΣΗ ΚΛΑΠΕΝΤΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΩΝ ΑΓΑΘΩΝ

Άρθρο 3

(1) Ο κάτοχος κλαπέντος πολιτιστικού αγαθού οφείλει να το αποδώσει.

(2) Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, πολιτιστικό αγαθό το οποίο προέρχεται από παράνομες ανασκαφές, ή από νόμιμες ανασκαφές, αλλά παρακρατείται παράνομα, θεωρείται κλαπέν, εφόσον αυτό δεν έρχεται σε αντίθεση με το δίκαιο του Κράτους, στο οποίο έλαβαν χώρα οι εν λόγω ανασκαφές.

(3) Κάθε αίτημα απόδοσης εγείρεται εντός προθεσμίας τριών ετών από τη στιγμή που ο αιτών έλαβε γνώση του τόπου, στον οποίο βρίσκεται το πολιτιστικό αγαθό και της ταυτότητας του κατόχου του και σε κάθε περίπτωση, εντός προθεσμίας πενήντα ετών από τη στιγμή της κλοπής.

(4) Εντούτοις, η αξίωση για την απόδοση ενός πολιτιστικού αγαθού που αποτελεί αναπόσπαστο μέρος προσδιορισμένου μνημείου ή αρχαιολογικού χώρου, ή ανήκει σε δημόσια συλλογή, δεν υπόκειται σε άλλη παραγραφή, παρά μόνον στην τριετή παραγραφή, από τη στιγμή που ο αιτών έλαβε γνώση του τόπου στον οποίο βρισκόταν το πολιτιστικό αγαθό και της ταυτότητας του κατόχου του.

(5) Παρά τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου, κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος δύναται να δηλώσει ότι η αξίωση υπόκειται σε παραγραφή εβδομήντα πέντε ετών (75), ή και μεγαλύτερη, που προβλέπεται από το δίκαιό του. Αξίωση που εγείρεται σε άλλο Συμβαλλόμενο Κράτος για την απόδοση πολιτιστικού αγαθού, το οποίο απομακρύνθηκε από μνημείο, αρχαιολογικό χώρο, ή δημόσια συλλογή, που βρίσκονται στο Συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο προβαίνει σε τέτοια δήλωση, παραγράφεται επίσης εντός της ίδιας προθεσμίας.

(6) Η δήλωση που προβλέπεται στην προηγούμενη παράγραφο γίνεται κατά την υπογραφή, την κύρωση, την αποδοχή, την έγκριση, ή την προσχώρηση.

(7) Με τον όρο «δημόσια συλλογή», κατά την έννοια της παρούσας Σύμβασης, νοείται κάθε σύνολο καταγεγραμμένων ή με άλλο τρόπο προσδιορισμένων πολιτιστικών αγαθών που ανήκουν σε:

(α) Συμβαλλόμενο Κράτος,

(β) Περιφερειακή ή τοπική αρχή Συμβαλλόμενου Κράτους,

(γ) Θρησκευτικό ίδρυμα που βρίσκεται σε Συμβαλλόμενο Κράτος,

(δ) Ίδρυμα που έχει συσταθεί σε Συμβαλλόμενο Κράτος, με σκοπό κατά βάση πολιτιστικό, εκπαιδευτικό, ή επιστημονικό, και αναγνωρίζεται από το εν λόγω Κράτος ότι εξυπηρετεί σκοπούς δημοσίου συμφέροντος.

(8) Επιπλέον, η αξίωση απόδοσης πολιτιστικού αγαθού, που είναι ιερό ή έχει συλλογική σημασία, και το οποίο ανήκει και χρησιμοποιείται από μια φυλή ή αυτόχθονα κοινότητα σε Συμβαλλόμενο Κράτος, ως μέρος της παραδοσιακής ή τελετουργικής της πρακτικής, υπόκειται στον ίδιο χρόνο παραγραφής που ισχύει για τις δημόσιες συλλογές.

Άρθρο 4

(1) Ο κάτοχος κλαπέντος πολιτιστικού αγαθού ο οποίος υποχρεούται να το αποδώσει, δικαιούται, κατά το χρόνο της απόδοσής του, δίκαιης και εύλογης αποζημίωσης, εφόσον δεν γνώριζε, ούτε εύλογα όφειλε να γνωρίζει, ότι το αντικείμενο ήταν κλαπέν και εφόσον μπορεί να αποδείξει ότι ενήργησε με τη δέουσα επιμέλεια κατά την απόκτηση του αντικειμένου.

(2) Υπό την επιφύλαξη του δικαιώματος του κατόχου για αποζημίωση, κατά την προηγούμενη παράγραφο, θα καταβάλλονται εύλογες προσπάθειες, ώστε η αποζημίωση αυτή να βαρύνει το πρόσωπο που μεταβίβασε το πολιτιστικό αγαθό στον κάτοχο, ή οποιονδήποτε προηγούμενο μεταβιβάσαντα, εφόσον τούτο είναι σύμφωνο προς το δίκαιο του Κράτους, στο οποίο εγείρεται η αξίωση.

(3) Η καταβολή της αποζημίωσης στον κάτοχο από τον αιτούντα την απόδοση, όταν αυτή απαιτείται, δεν επηρεάζει το δικαίωμα του αιτούντος να τη διεκδικήσει από οποιοδήποτε άλλο πρόσωπο.

(4) Για να καθοριστεί εάν ο κάτοχος ενήργησε με τη δέουσα επιμέλεια, λαμβάνονται υπόψη όλες οι περιστάσεις της απόκτησης, ιδίως η ιδιότητα των μερών, το τίμημα που καταβλήθηκε, το κατά πόσον ο κάτοχος συμβουλεύθηκε προηγουμένως κατάλογο κλαπέντων πολιτιστικών αγαθών που είναι ευλόγως προσβάσιμος, επίσης κάθε άλλη σχετική τεκμηρίωση και πληροφορία, που θα μπορούσε, εύλογα να αποκτήσει, καθώς και το εάν συμβουλεύθηκε άλλους φορείς, στους οποίους θα μπορούσε εύλογα να έχει πρόσβαση, ή προέβη σε οποιαδήποτε άλλη ενέργεια, στην οποία θα προέβαινε οποιοδήποτε επιμελές άτομο, κάτω από τις ίδιες περιστάσεις.

(5) Ο κάτοχος δεν μπορεί να βρίσκεται σε πλεονεκτικότερη θέση από εκείνη του προσώπου, από το οποίο απέκτησε το πολιτιστικό αγαθό με κληρονομιά ή με άλλο χαριστικό τρόπο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ - ΕΠΙΣΤΡΟΦΗ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΩΝ ΑΓΑΘΩΝ ΠΟΥ ΕΧΟΥΝ ΕΞΑΧΘΕΙ ΠΑΡΑΝΟΜΑ

Άρθρο 5

(1) Ένα Συμβαλλόμενο Κράτος δύναται να ζητήσει από το δικαστήριο ή άλλη αρμόδια αρχή άλλου Συμβαλλόμενου Κράτους να διατάξει την επιστροφή πολιτιστικού αγαθού, που έχει εξαχθεί παράνομα από το έδαφος του αιτούντος Κράτους.

(2) Πολιτιστικό αγαθό, που εξήχθη προσωρινά από την επικράτεια του αιτούντος Κράτους, για σκοπούς όπως η έκθεση, η έρευνα ή η συντήρηση και αποκατάσταση, βάσει αδείας που εκδόθηκε σύμφωνα με το δίκαιό του, που ρυθμίζει την εξαγωγή πολιτιστικών αγαθών, ενόψει της προστασίας της πολιτιστικής του κληρονομιάς και δεν έχει επιστραφεί σύμφωνα με τους όρους της άδειας αυτής, θεωρείται ότι έχει εξαχθεί παράνομα.

(3) Το δικαστήριο ή κάθε άλλη αρμόδια αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται το αίτημα, διατάσσει την επιστροφή ενός πολιτιστικού αγαθού, που έχει εξαχθεί παράνομα, εφόσον το αιτούν Κράτος καταδείξει ότι η απομάκρυνση του αντικειμένου από το έδαφος του προσβάλλει σημαντικά ένα ή περισσότερα από τα παρακάτω συμφέροντα:

(α) την υλική διατήρηση του αγαθού ή του περιβάλλοντος στο οποίο εντάσσεται το αγαθό αυτό,

(β) την ακεραιότητα ενός σύνθετου πολιτιστικού αγαθού,

(γ) τη διατήρηση πληροφοριών, ιδίως επιστημονικού ή ιστορικού χαρακτήρα, σχετικών με το αγαθό,

(δ) την παραδοσιακή ή τελετουργική χρήση του αγαθού από μια κοινότητα αυτοχθόνων ή μια φυλή,

ή καταδείξει ότι το αγαθό έχει μεγάλη πολιτιστική σημασία για το αιτούν Κράτος.

(4) Κάθε αίτημα, που υποβάλλεται σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, πρέπει να συνοδεύεται από κάθε πληροφορία, πραγματικής ή νομικής φύσεως, η οποία μπορεί να επιτρέψει στο δικαστήριο ή σε άλλη αρμόδια αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται, να κρίνει εάν πληρούνται οι προϋποθέσεις των παραγράφων 1 έως 3.

(5) Κάθε αίτημα επιστροφής υποβάλλεται εντός προθεσμίας τριών ετών από τη στιγμή που το αιτούν Κράτος έλαβε γνώση του τόπου όπου βρίσκεται το πολιτιστικό αγαθό και της ταυτότητας του κατόχου του και σε κάθε περίπτωση, εντός προθεσμίας πενήντα ετών από την ημερομηνία της εξαγωγής ή από την ημερομηνία κατά την οποία το αγαθό θα έπρεπε να έχει επιστραφεί, σύμφωνα με τους όρους της αδείας της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 6

(1) Ο κάτοχος πολιτιστικού αγαθού, που το απέκτησε μετά την παράνομη εξαγωγή του, δικαιούται, κατά το χρόνο της επιστροφής του, να εισπράξει από το αιτούν Κράτος δίκαιη και εύλογη αποζημίωση, υπό την προϋπόθεση ότι δεν γνώριζε ούτε εύλογα όφειλε να γνωρίζει, κατά το χρόνο κτήσεως, ότι το αγαθό είχε εξαχθεί παράνομα.

(2) Για να κριθεί αν ο κάτοχος γνώριζε ή εύλογα όφειλε να γνωρίζει ότι το πολιτιστικό αγαθό είχε εξαχθεί παράνομα, λαμβάνονται υπόψη οι συνθήκες απόκτησης, συμπεριλαμβανομένης της απουσίας πιστοποιητικού εξαγωγής, που προβλέπεται από το δίκαιο του αιτούντος Κράτους.

(3) Αντί για αποζημίωση και σε συμφωνία με το αιτούν Κράτος, ο κάτοχος που οφείλει να επιστρέψει το πολιτιστικό αγαθό στο εν λόγω Κράτος, μπορεί να αποφασίσει:

(α) να διατηρήσει την κυριότητα του αγαθού, ή

(β) να μεταβιβάσει την κυριότητα, έναντι ανταλλάγματος ή χαριστικώς, σε πρόσωπο της επιλογής του, το οποίο διαμένει στο αιτούν Κράτος και παρέχει τα απαραίτητα εχέγγυα.

(4) Οι δαπάνες που προκύπτουν από την επιστροφή του πολιτιστικού αγαθού, σύμφωνα με το παρόν άρθρο, βα-

ρύνουν το αιτούν Κράτος, με την επιφύλαξη του δικαιώματος του εν λόγω Κράτους να διεκδικήσει τις δαπάνες που κατέβαλε, από οποιοδήποτε άλλο πρόσωπο.

(5) Ο κάτοχος δεν μπορεί να βρεθεί σε πλεονεκτικότερη θέση από το πρόσωπο από το οποίο απέκτησε το πολιτιστικό αγαθό, με κληρονομιά ή με άλλο χαριστικό τρόπο.

Άρθρο 7

(1) Οι διατάξεις του παρόντος κεφαλαίου δεν εφαρμόζονται όταν:

(α) Η εξαγωγή του πολιτιστικού αγαθού δεν είναι πλέον παράνομη κατά το χρόνο που ζητείται η επιστροφή, ή

(β) το αγαθό είχε εξαχθεί κατά τη διάρκεια της ζωής του προσώπου που το δημιούργησε ή εντός περιόδου πενήντα ετών μετά το θάνατο αυτού του προσώπου.

(2) Με την επιφύλαξη των διατάξεων του εδαφίου (β) της προηγούμενης παραγράφου, οι διατάξεις του παρόντος κεφαλαίου εφαρμόζονται εφόσον το πολιτιστικό αγαθό δημιουργήθηκε από μέλος ή μέλη μιας φυλής ή κοινότητας αυτοχθόνων, για παραδοσιακή ή τελετουργική χρήση από την κοινότητα αυτή και το αντικείμενο οφείλει να επιστραφεί στην εν λόγω κοινότητα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV-ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ
Άρθρο 8

(1) Αίτημα που βασίζεται στις διατάξεις των κεφαλαίων ΙΙ ή ΙΙΙ, μπορεί να εισαχθεί ενώπιον των δικαστηρίων ή οποιωνδήποτε άλλων αρμοδίων αρχών του Συμβαλλόμενου Κράτους στο οποίο βρίσκεται το πολιτιστικό αγαθό, καθώς και ενώπιον των δικαστηρίων ή άλλων αρμοδίων αρχών, που έχουν δικαιοδοσία, σύμφωνα με τους κανόνες που ισχύουν στα Συμβαλλόμενα Κράτη.

(2) Τα μέρη μπορούν να συμφωνήσουν την υποβολή της μεταξύ τους διαφοράς είτε σε δικαστήριο, είτε σε άλλη αρμόδια αρχή, ή σε διαιτησία.

(3) Η λήψη προσωρινών ή ασφαλιστικών μέτρων, που προβλέπονται από το δίκαιο του Συμβαλλόμενου Κράτους στο οποίο βρίσκεται το αγαθό, είναι δυνατή ακόμη και στην περίπτωση που το αίτημα απόδοσης ή επιστροφής του αγαθού έχει εισαχθεί ενώπιον των δικαστηρίων ή άλλων αρμόδιων αρχών άλλου Συμβαλλόμενου Κράτους.

Άρθρο 9

(1) Η παρούσα Σύμβαση δεν εμποδίζει ένα Συμβαλλόμενο Κράτος να εφαρμόσει ευνοϊκότερους κανόνες για την απόδοση ή επιστροφή κλαπέντων ή παρανόμως εξαχθέντων πολιτιστικών αγαθών, από εκείνους που προβλέπει η παρούσα Σύμβαση.

(2) Το παρόν άρθρο δεν πρέπει να ερμηνεύεται ότι δημιουργεί υποχρέωση αναγνώρισης, ή εκτέλεσης απόφασης δικαστηρίου, ή κάθε άλλης αρμόδιας αρχής άλλου Συμβαλλόμενου Κράτους, η οποία δεν εφαρμόζει τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 10

(1) Οι διατάξεις του Κεφαλαίου ΙΙ δεν εφαρμόζονται παρά μόνο στην περίπτωση που ένα πολιτιστικό αγαθό έχει κλαπεί μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης στο Κράτος όπου εγείρεται το αίτημα, εφόσον:

(α) το αγαθό έχει κλαπεί από το έδαφος Συμβαλλόμενου Κράτους μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης στο Κράτος αυτό.

(β) το αγαθό βρίσκεται σε Συμβαλλόμενο Κράτος μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης στο Κράτος αυτό.

(2) Οι διατάξεις του Κεφαλαίου ΙΙΙ εφαρμόζονται μόνο στην περίπτωση που ένα πολιτιστικό αγαθό έχει εξαχθεί παράνομα μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης, τόσο στο αιτούν Κράτος, όσο και στο Κράτος, στο οποίο υποβάλλεται το αίτημα.

(3) Η παρούσα Σύμβαση δεν νομιμοποιεί με κανένα τρόπο οποιαδήποτε παράνομη συναλλαγή που έλαβε χώρα πριν από τη θέση της σε ισχύ, ή που εξαιρείται από την εφαρμογή της κατά τις παραγράφους (1) και (2) του παρόντος άρθρου, ούτε περιορίζει το δικαίωμα ενός Κράτους, ή άλλου προσώπου, να ασκήσει αγωγή προβλεπόμενη εκτός του πλαισίου της παρούσας Σύμβασης, για την απόδοση ή επιστροφή πολιτιστικού αγαθού, που έχει κλαπεί ή εξαχθεί παράνομα, πριν από τη θέση της σε ισχύ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V-ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ
Άρθρο 11

(1) Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοιχτή προς υπογραφή κατά την καταληκτήρια (τελική) συνεδρίαση της Διπλωματικής Διάσκεψης για την υιοθέτηση της Σύμβασης UNIDROIT για τη Διεθνή Επιστροφή Κλαπέντων ή Παρανόμως Εξαχθέντων Πολιτιστικών Αγαθών και θα παραμείνει ανοιχτή για υπογραφή από όλα τα Κράτη, στη Ρώμη, μέχρι τις 30 Ιουνίου 1996.

(2) Η παρούσα Σύμβαση υπόκειται σε κύρωση, αποδοχή ή έγκριση από τα Κράτη που την υπέγραψαν.

(3) Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοιχτή για προσχώρηση από όλα τα Κράτη που δεν την έχουν υπογράψει, από την ημερομηνία κατά την οποία θα είναι ανοιχτή για υπογραφή.

(4) Η επικύρωση, η αποδοχή, η έγκριση, ή η προσχώρηση, προϋποθέτουν την κατάθεση ενός επίσημου εγγράφου για το σκοπό αυτό στον θεματοφύλακα.

Άρθρο 12

(1) Η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του έκτου μήνα, που ακολουθεί την ημερομηνία κατάθεσης του πέμπτου εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης, ή προσχώρησης.

(2) Ως προς κάθε Κράτος που κυρώνει, αποδέχεται, εγκρίνει, ή προσχωρεί, στην παρούσα Σύμβαση, μετά την κατάθεση του πέμπτου εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης, ή προσχώρησης, η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ, την πρώτη ημέρα του έκτου μήνα που ακολουθεί την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης, ή προσχώρησής του.

Άρθρο 13

(1) Η παρούσα Σύμβαση δεν θίγει οποιαδήποτε διεθνή σύμβαση, η οποία δεσμεύει νομικά ένα Συμβαλλόμενο Κράτος και περιέχει διατάξεις σχετικές με θέματα που ρυθμίζει η παρούσα Σύμβαση, εκτός εάν γίνει δήλωση περί του αντιθέτου από τα Κράτη που δεσμεύονται από μια τέτοια σύμβαση.

(2) Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος δύναται να συνάψει συμφωνίες με ένα ή περισσότερα συμβαλλόμενα Κράτη, προκειμένου να προωθήσει την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης στις αμοιβαίες σχέσεις τους. Τα Κράτη που έχουν συνάψει τέτοιες συμφωνίες οφείλουν να διαβιβάσουν αντίγραφο τους στο θεματοφύλακα.

(3) Στις μεταξύ τους σχέσεις, τα Συμβαλλόμενα Κράτη

που είναι μέλη οργανισμών οικονομικής ενοποίησης ή περιφερειακών οργάνων, δύνανται να δηλώσουν ότι θα εφαρμόζουν τους εσωτερικούς κανόνες των εν λόγω οργανισμών ή οργάνων και ότι συνεπώς, δεν θα εφαρμόζουν στις σχέσεις αυτές τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, το πεδίο εφαρμογής των οποίων συμπίπτει με εκείνο των παραπάνω κανόνων.

Άρθρο 14

(1) Εφόσον ένα Συμβαλλόμενο Κράτος περιλαμβάνει δύο ή περισσότερες εδαφικές ενότητες, ανεξάρτητα από το εάν αυτές διαθέτουν ή όχι διαφορετικά συστήματα εφαρμοστέου δικαίου, ως προς τα ζητήματα που ρυθμίζει η παρούσα Σύμβαση, το Κράτος αυτό δύναται, κατά το χρόνο υπογραφής ή κατάθεσης του εγγράφου κυρώσεως, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να δηλώσει ότι η παρούσα Σύμβαση θα εφαρμόζεται σε όλες τις εδαφικές του ενότητες, είτε μόνο σε μία, είτε σε περισσότερες από αυτές και μπορεί να αντικαταστήσει την εν λόγω δήλωση με άλλη, ανά πάσα στιγμή.

(2) Οι παραπάνω δηλώσεις πρέπει να γνωστοποιούνται στο θεματοφύλακα και να καθορίζουν ρητά τις εδαφικές ενότητες, στις οποίες θα εφαρμόζεται η Σύμβαση.

(3) Εάν, δυνάμει δηλώσεως σύμφωνα με το παρόν άρθρο, η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται σε μια ή περισσότερες, αλλά όχι σε όλες τις εδαφικές ενότητες ενός Συμβαλλόμενου Κράτους, η αναφορά:

α) στο έδαφος Συμβαλλόμενου Κράτους, στο Άρθρο 1, νοείται ως αναφορά στο έδαφος μιας εδαφικής ενότητας του Κράτους αυτού.

β) σε δικαστήριο ή άλλη αρμόδια αρχή του Συμβαλλόμενου Κράτους ή του Κράτους, όπου ασκείται η αξίωση, νοείται ως αναφορά σε δικαστήριο ή άλλη αρμόδια αρχή μιας εδαφικής ενότητας του εν λόγω Κράτους.

γ) στο Συμβαλλόμενο Κράτος, όπου βρίσκεται το πολιτιστικό αγαθό, κατά το Άρθρο 8 παρ. 1, νοείται ως αναφορά στην εδαφική ενότητα του Κράτους εκείνου, όπου βρίσκεται το αγαθό.

δ) στο δίκαιο του Συμβαλλόμενου Κράτους, όπου βρίσκεται το πολιτιστικό αγαθό, κατά το Άρθρο 8 παρ. 3, νοείται ως αναφορά στο δίκαιο της εδαφικής ενότητας του Κράτους εκείνου, στο οποίο βρίσκεται το αγαθό και,

ε) σε Συμβαλλόμενο Κράτος, κατά το άρθρο 9, νοείται ως αναφορά σε εδαφική περιοχή του εν λόγω Κράτους.

(4) Εάν ένα Συμβαλλόμενο Κράτος δεν προβεί σε δήλωση, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται σε όλες τις εδαφικές ενότητες του εν λόγω Κράτους.

Άρθρο 15

(1) Τυχών δηλώσεις που έγιναν κατά το χρόνο υπογραφής της παρούσας Σύμβασης, υπόκεινται σε επιβεβαίωση κατά την κύρωση, αποδοχή ή έγκρισή της.

(2) Οι δηλώσεις και η επιβεβαίωση των δηλώσεων πρέπει να γίνονται εγγράφως και να γνωστοποιούνται επισήμως στο θεματοφύλακα.

(3) Οι δηλώσεις αποκτούν ισχύ, κατά την ημερομηνία θέσης σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης στο δηλούν Κράτος. Εν τούτοις, δηλώσεις οι οποίες γνωστοποιούνται επισήμως στον θεματοφύλακα μετά την παραπάνω ημερομηνία, τίθενται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του έκτου μήνα από την ημερομηνία κατάθεσής τους στον θεματοφύλακα.

(4) Κάθε Κράτος που προβαίνει σε δήλωση, σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση, δύναται να την ανακαλέσει, ανά πάσα στιγμή, με επίσημη γνωστοποίηση, που απευθύνεται στον θεματοφύλακα. Η ανάκληση αυτή θα τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του έκτου μήνα από την ημερομηνία κατάθεσης της γνωστοποίησης στον θεματοφύλακα.

Άρθρο 16

(1) Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος οφείλει, κατά το χρόνο της υπογραφής, κύρωσης, αποδοχής ή προσχώρησης, να δηλώσει ότι αιτήματα εγειρόμενα από ένα Κράτος-Μέλος κατά το Άρθρο 8 για την απόδοση ή την επιστροφή πολιτιστικών αγαθών, υποβάλλονται σε αυτό, σύμφωνα με μία ή περισσότερες από τις παρακάτω διαδικασίες:

(α) απευθείας ενώπιον των δικαστηρίων ή άλλων αρμοδίων αρχών του δηλούντος Κράτους.

(β) μέσω αρχής ή αρχών που ορίζονται από το εν λόγω Κράτος ως αρμόδιες να παραλαμβάνουν τέτοια αιτήματα και να τα προωθούν στα δικαστήρια ή άλλες αρμόδιες αρχές αυτού του Κράτους.

(γ) μέσω της διπλωματικής ή προξενικής οδού.

(2) Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος δύναται επίσης να ορίσει δικαστήρια ή άλλες αρχές αρμόδιες να διατάσσουν την απόδοση ή την επιστροφή πολιτιστικών αγαθών, σύμφωνα με τις διατάξεις των Κεφαλαίων ΙΙ και ΙΙΙ.

(3) Δήλωση που έγινε σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου δύναται να τροποποιηθεί, ανά πάσα στιγμή, με νέα δήλωση.

(4) Οι διατάξεις των παραγράφων 1 και 3 του παρόντος άρθρου δεν θίγουν διατάξεις τυχόν υφιστάμενων διμερών ή πολυμερών συμφωνιών περί δικαστικής αρωγής μεταξύ των Συμβαλλομένων Κρατών, που αφορούν σε αστικές και εμπορικές υποθέσεις.

Άρθρο 17

Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος οφείλει, το αργότερο εντός έξι μηνών από την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να παράσχει στο θεματοφύλακα εγγράφως, πληροφορίες σε μια από τις επίσημες γλώσσες της Σύμβασης, σχετικά με τη νομοθεσία του που ρυθμίζει την εξαγωγή των πολιτιστικών του αγαθών. Οι πληροφορίες αυτές θα ενημερώνονται δεόντως από καιρού εις καιρόν.

Άρθρο 18

Δεν επιτρέπονται άλλες επιφυλάξεις, εκτός από εκείνες που ρητά επιτρέπει η παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 19

(1) Η παρούσα Σύμβαση μπορεί να καταγγελθεί από ένα Κράτος-μέλος ανά πάσα στιγμή, μετά την ημερομηνία της θέσης της σε ισχύ ως προς το εν λόγω Κράτος, με την κατάθεση στο θεματοφύλακα εγγράφου προς το σκοπό αυτό.

(2) Η καταγγελία τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του έκτου μήνα που ακολουθεί την κατάθεση του εγγράφου καταγγελίας στο θεματοφύλακα. Σε περίπτωση που στο έγγραφο της καταγγελίας ορίζεται μεγαλύτερο χρονικό διάστημα για την θέση της σε ισχύ, η καταγγελία θα ισχύει από τη λήξη της μεγαλύτερης αυτής χρονικής περιόδου που έχει ως αφετηρία την κατάθεσή της στο θεματοφύλακα.

(3) Παρά την ύπαρξη μιας τέτοιας καταγγελίας, η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται σε κάθε αίτημα απόδοσης ή επιστροφής ενός πολιτιστικού αγαθού, που υποβλήθηκε πριν την ημερομηνία έναρξης ισχύος της καταγγελίας.

Άρθρο 20

Ο Πρόεδρος του Διεθνούς Ινστιτούτου για την Ενοποίηση του Ιδιωτικού Δικαίου (UNIDROIT) δύναται, σε τακτά χρονικά διαστήματα, ή και ανά πάσα στιγμή, έπειτα από αίτηση πέντε Συμβαλλομένων Κρατών, να συγκαλέσει ειδική επιτροπή, με σκοπό την επανεξέταση της πρακτικής εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 21

(1) Η παρούσα Σύμβαση θα κατατεθεί στην Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας.

(2) Η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας:

α) Θα πληροφορεί όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει ή έχουν προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση, καθώς και τον Πρόεδρο του Διεθνούς Ινστιτούτου για την Ενοποίηση του Ιδιωτικού Δικαίου (UNIDROIT) για:

i) Κάθε νέα υπογραφή ή κατάθεση εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, καθώς και την ημερομηνία τους.

ii) Κάθε δήλωση που γίνεται σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση.

iii) Την ανάκληση κάθε δήλωσης.

iv) Την ημερομηνία θέσης σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης.

v) Τις συμφωνίες που αναφέρονται στο άρθρο 13.

vi) Τυχόν κατάθεση εγγράφου καταγγελίας της παρούσας Σύμβασης, καθώς και για την ημερομηνία καταθέσεώς του και την ημερομηνία από την οποία τίθεται σε ισχύ η καταγγελία αυτή.

β) Θα διαβιβάζει επικυρωμένα αντίγραφα της παρούσας Σύμβασης σε όλα τα Κράτη που την έχουν υπογράψει, σε όλα τα Κράτη, τα οποία προσχωρούν σε αυτήν, καθώς και στον Πρόεδρο του Διεθνούς Ινστιτούτου για την Ενοποίηση του Ιδιωτικού Δικαίου (UNIDROIT).

γ) Θα εκτελεί κάθε άλλο καθήκον, σύνηθες για θεματοφύλακες.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στη Ρώμη, σήμερα, την 24η Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα πέντε, σε ένα πρωτότυπο, στην αγγλική και στην γαλλική γλώσσα. Και τα δύο κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

α) Σπάνιες συλλογές και δείγματα πανίδας και χλωρίδας, ορυκτών και ανατομίας και αντικείμενα παλαιοντολογικού ενδιαφέροντος

β) Αντικείμενα που σχετίζονται με την ιστορία - συμπεριλαμβανομένης της ιστορίας της επιστήμης και της τεχνολογίας, της στρατιωτικής και κοινωνικής ιστορίας- καθώς και με το βίο εθνικών ηγετών, στοχαστών, επιστημόνων και καλλιτεχνών και με γεγονότα εθνικής σημασίας.

γ) Ευρήματα αρχαιολογικών ανασκαφών (νόμιμων και παράνομων) ή προϊόντα αρχαιολογικών ανακαλύψεων

δ) Στοιχεία που έχουν αποσπασθεί από καλλιτεχνικά ή ιστορικά μνημεία ή αρχαιολογικούς χώρους-θέσεις

ε) Αρχαιολογικά αντικείμενα ηλικίας άνω των εκατό ετών, όπως επιγραφές, νομίσματα και ανάγλυφες σφραγίδες

στ) Αντικείμενα εθνολογικού ενδιαφέροντος

ζ) Αντικείμενα καλλιτεχνικού ενδιαφέροντος, όπως:

i. Ζωγραφικοί πίνακες και σχέδια που έχουν γίνει εξ ολοκλήρου με το χέρι, σε οποιοδήποτε υπόστρωμα και με οποιοδήποτε υλικό (εξαιρουμένων των βιομηχανικών σχεδίων και των βιομηχανικά κατασκευασμένων αντικειμένων που διακοσμήθηκαν στο χέρι)

ii. Πρωτότυπα έργα αγαλματοποιίας και γλυπτικής από οποιοδήποτε υλικό

iii. Πρωτότυπα έργα χαρακτικής, χαλκογραφίας και λιθογραφίας

iv. Πρωτότυπα καλλιτεχνικά «κολάζ» και «μοντάζ» από οποιοδήποτε υλικό

η) Σπάνια χειρόγραφα και αρχέτυπα, παλαιά βιβλία, παλαιά έγγραφα και εκδόσεις ειδικού ενδιαφέροντος (ιστορικού, καλλιτεχνικού, επιστημονικού, λογοτεχνικού κ.λπ). μεμονωμένα ή σε συλλογές.

θ) Γραμματόσημα, χαρτόσημα και παρόμοια ένσημα, μεμονωμένα ή σε συλλογές.

ι) Αρχεία, συμπεριλαμβανομένων των ηχητικών, φωτογραφικών και κινηματογραφικών αρχείων.

κ) Έπιπλα και είδη επιπλώσεως ηλικίας άνω των εκατό ετών και παλαιά μουσικά όργανα.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευση του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 12 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεση του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 21 Ιουνίου 2005

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Γ. ΑΛΟΓΟΣΚΟΥΦΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Π. ΜΟΛΥΒΙΑΤΗΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
Μ. ΓΙΑΝΝΑΚΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
Α. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

Η ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
Φ. ΠΑΛΛΗ - ΠΕΤΡΑΛΙΑ

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
Π. ΤΑΤΟΥΛΗΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
Γ. ΒΟΥΛΓΑΡΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 23 Ιουνίου 2005

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Α. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * FAX 210 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http: www.et.gr – e-mail: webmaster @ et.gr

Πληροφορίες Α.Ε. - Ε.Π.Ε. και λοιπών Φ.Ε.Κ.: 210 527 9000
Φωτοαντίγραφα παλαιών ΦΕΚ - ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ - ΜΑΡΝΗ 8 - Τηλ. (210)8220885 - 8222924
Δωρεάν διάθεση τεύχους Προκηρύξεων ΑΣΕΠ αποκλειστικά από Μάρνη 8 & Περιφερειακά Γραφεία
Δωρεάν ανάγνωση δημοσιευμάτων τεύχους Α΄ από την ιστοσελίδα του Εθνικού Τυπογραφείου

ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ - Βασ. Όλγας 227	**(2310) 423 956**	**ΛΑΡΙΣΑ** - Διοικητήριο	**(2410) 597449**
ΠΕΙΡΑΙΑΣ - Ευριπίδου 63	**(210) 413 5228**	**ΚΕΡΚΥΡΑ** - Σαμαρά 13	**(26610) 89 122**
ΠΑΤΡΑ - Κορίνθου 327	**(2610) 638 109**		**(26610) 89 105**
	(2610) 638 110	**ΗΡΑΚΛΕΙΟ** - Πεδιάδος 2	**(2810) 300 781**
ΙΩΑΝΝΙΝΑ - Διοικητήριο	**(26510) 87215**	**ΛΕΣΒΟΣ** - Πλ.Κωνσταντινουπόλεως 1	**(22510) 46 654**
ΚΟΜΟΤΗΝΗ - Δημοκρατίας 1	**(25310) 22 858**		**(22510) 47 533**

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

Σε έντυπη μορφή:

- Για τα ΦΕΚ από 1 μέχρι 16 σελίδες σε 1 euro, προσαυξανόμενη κατά 0,20 euro για κάθε επιπλέον οκτασέλιδο ή μέρος αυτού.
- Για τα φωτοαντίγραφα ΦΕΚ σε 0,15 euro ανά σελίδα.

Σε μορφή CD:

Τεύχος	Περίοδος	EURO	Τεύχος	Περίοδος	EURO
Α΄	Ετήσιο	150	Αναπτυξιακών Πράξεων	Ετήσιο	50
Α	3μηνιαίο	40	Ν.Π.Δ.Δ.	Ετήσιο	50
Α΄	Μηνιαίο	15	Παράρτημα	Ετήσιο	50
Β'	Ετήσιο	300	Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	Ετήσιο	100
Β΄	3μηνιαίο	80	Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου	Ετήσιο	5
Β΄	Μηνιαίο	30	Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων	Ετήσιο	200
Γ	Ετήσιο	50	Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων	Εβδομαδιαίο	5
Δ΄	Ετήσιο	220	Α.Ε. & Ε.Π.Ε	Μηνιαίο	100
Δ΄	3μηνιαίο	60			

- Η τιμή πώλησης μεμονωμένων Φ.Ε.Κ ειδικού ενδιαφέροντος σε μορφή cd-rom και μέχρι 100 σελίδες σε 5 euro προσαυξανόμενη κατά 1 euro ανά 50 σελίδες.
- Η τιμή πώλησης σε μορφή cd-rom δημοσιευμάτων μιας εταιρείας στο τεύχος Α.Ε. και Ε.Π.Ε. σε 5 euro ανά έτος.

ΠΑΡΑΓΓΕΛΙΑ ΚΑΙ ΑΠΟΣΤΟΛΗ Φ.Ε.Κ. : τηλεφωνικά : 210 - 4071010, fax : 210 - 4071010 internet : http://www.et.gr.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

	Σε έντυπη μορφή	Από το Internet
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κτλ.)	225 €	190 €
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κτλ.)	320 €	225 €
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κτλ. Δημ. Υπαλλήλων)	65 €	ΔΩΡΕΑΝ
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	320 €	160 €
Αναπτυξιακών Πράξεων και Συμβάσεων (Τ.Α.Π.Σ.)	160 €	95 €
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κτλ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	65 €	ΔΩΡΕΑΝ
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κτλ.)	33 €	ΔΩΡΕΑΝ
Δελτίο Εμπορικής και Βιομ/κής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	65 €	33 €
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	10 €	ΔΩΡΕΑΝ
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	2.250 €	645 €
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων (Δ.Δ.Σ.)	225 €	95 €
Πρώτο (Α΄), Δεύτερο (Β΄) και Τέταρτο (Δ΄)	–	450 €

- Το τεύχος του ΑΣΕΠ (έντυπη μορφή) θα αποστέλλεται σε συνδρομητές με την επιβάρυνση των 70 euro, ποσό το οποίο αφορά ταχυδρομικά έξοδα.
- Για την παροχή δικαιώματος ηλεκτρονικής πρόσβασης σε Φ.Ε.Κ. προηγουμένων ετών και συγκεκριμένα στα τεύχη Α΄, Β΄, Δ΄, Αναπτυξιακών Πράξεων & Συμβάσεων, Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας και Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων, η τιμή προσαυξάνεται πέραν του ποσού της ετήσιας συνδρομής έτους 2005, κατά 25 euro ανά έτος παλαιότητας και ανά τεύχος, για δε το τεύχος Α.Ε. & Ε.Π.Ε., κατά 30 euro.

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στις ΔΟΥ (το ποσό συνδρομής καταβάλλεται στον κωδικό αριθμό εσόδων ΚΑΕ 2531 και το ποσό υπέρ ΤΑΠΕΤ (5% του ποσού της συνδρομής) στον κωδικό αριθμό εσόδων ΚΑΕ 3512).Το πρωτότυπο αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) θα πρέπει να αποστέλλεται ή να κατατίθεται στην αρμόδια Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται και από τις ΔΟΥ.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού έχουν τη δυνατότητα λήψης των δημοσιευμάτων μέσω internet, με την καταβολή των αντίστοιχων ποσών συνδρομής και ΤΑΠΕΤ .
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα ημερολογιακό έτος. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι την 31ην Δεκεμβρίου κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ